Matières premières stratégiques : comment réduire les dépendances de l’économie française ?



TRAVAUX PUBLIÉE LE 30/09/2026

Saisine liée :
LA DÉPENDANCE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES FRANÇAISES AUX MATIÈRES PREMIÈRES STRATÉGIQUES ET AUX ENJEUX DE SOUVERAINETÉ NATIONALE
Formation de travail liée : COMMISSION ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Le CESE prépare un avis sur la dépendance de l’économie française aux **matières premières stratégiques** et ses conséquences pour la souveraineté du pays. Alors que les tensions géopolitiques fragilisent les approvisionnements et que la réindustrialisation et les transitions écologique et numérique accroissent les besoins, les travaux dresseront un état des lieux des vulnérabilités de la France et examineront les moyens de les réduire. L’avis sera présenté en séance plénière le **25 novembre 2026**.

Que recouvre la dépendance aux matières premières stratégiques ?

Une matière première est qualifiée de stratégique lorsqu'elle est **nécessaire à des activités importantes pour l'économie ou la sécurité du pays et que son accès peut être difficile à garantir**. La difficulté peut tenir à sa répartition dans le monde, à son coût ou aux étapes nécessaires pour la rendre utilisable.

Le lithium et le cobalt employés dans certaines batteries illustrent par exemple le rôle de ces étapes. Après leur extraction, ils doivent être raffinés et transformés avant de parvenir aux fabricants. Une dépendance peut donc apparaître au stade de l'extraction comme à celui de la transformation. Le règlement européen sur les matières premières critiques cherche à renforcer les capacités de l'Union européenne tout au long de cette chaîne, pour les ressources qu'il recense.

Quels enjeux pour l'économie française et les territoires ?

Pour l'industrie, l'enjeu est de pouvoir compter sur ces matières au moment où elle développe de nouvelles productions en France. Une livraison retardée peut ralentir une usine ; une hausse des prix peut renchérir sa fabrication. La demande de métaux nécessaires aux technologies bas carbone et numériques accroît cette exposition. Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) souligne l'importance de ces ressources pour la réindustrialisation.

D'autres activités rencontrent des difficultés différentes. FranceAgriMer relève la dépendance de l'agriculture française aux importations d'engrais minéraux ou de matières nécessaires à leur fabrication. Le prix du gaz pèse notamment sur le coût des engrais azotés. Pour l'eau, le risque tient à sa disponibilité lors des sécheresses, face aux besoins des ménages, de l'agriculture et de l'industrie. La réflexion porte aussi sur le bois, le papier et les fibres textiles, comme le coton et la laine, dont dépendent d'autres activités économiques.

Ces tensions peuvent affecter l'activité et l'emploi dans les territoires où se trouvent les filières concernées. Les agriculteurs et les salariés de ces secteurs sont particulièrement exposés. Le recours à des ressources présentes en France soulève aussi la question des effets de leur exploitation sur l'environnement.

Quelles pistes le CESE examinera-t-il ?

Pour déterminer comment réduire ces dépendances, le CESE cherchera d'abord à préciser **où se situent les vulnérabilités de l'économie française**. Selon les ressources, la difficulté peut concerner leur production, leur transformation, leur prix ou leur disponibilité sur un territoire. Les travaux s'appuieront sur les études déjà menées en France, en Europe et à l'international pour apprécier ce qu'elles permettent de mesurer et les points qui restent à éclairer. Le CESE avait d'ailleurs déjà adopté en 2019 un avis sur la dépendance aux métaux stratégiques.

Plusieurs pistes seront ensuite examinées : diversifier les sources d'approvisionnement, constituer des stocks stratégiques pour certaines ressources, développer l'économie circulaire ou faire évoluer les modes de production et de consommation. Dans un avis publié en 2025, l'ADEME souligne que le recyclage ne suffira pas, à lui seul, à couvrir les besoins croissants en métaux liés à la transition énergétique. Le CESE étudiera aussi les conditions dans lesquelles des ressources présentes en France pourraient être utilisées tout en préservant l'environnement. Il s'interrogera enfin sur le rôle des politiques publiques et des acteurs concernés dans une gestion plus durable de ces ressources.

Confiés à la commission Activités économiques, ces travaux ont pour rapporteurs Sylvain Boucherand (groupe Environnement et Nature) et Gilles Vermot Desroches (groupe Entreprises). La délégation aux Outre-mer sera sollicitée pour y contribuer.

L'avis sera présenté en séance plénière le **25 novembre 2026**.

© - copyright CESE - Novembre 2026